



Association suisse des Amis
de Sœur Emmanuelle

19, rue du Rhône
1204 Genève

T: +41 (0)22 311 20 22

F: +41 (0)22 310 21 93

info@asase.org

www.asase.org



LETTRE AUX AMIS DE SOEUR EMMANUELLE

N°116

SEPTEMBRE 2012

« Ceux qui savent assimiler la part de vérité de l'autre, surtout si elle est contraire à la leur, sortent du cercle infernal de l'ego »

Chers Amis,

Alors que les enfants de nos pays sont retournés (bon gré mal gré !) en classe, plus d'un enfant Sud-Soudanais sur deux sera encore en vacances forcées toute l'année, faute d'écoles suffisantes dans ce pays où seuls 6 adolescents sur 100 sont scolarisés en secondaire.

Les besoins sont énormes, mais notre partenaire sur place fait un travail extraordinaire, redonnant espoir à l'ensemble de la communauté défavorisée qui survit dans le bidonville de Lologo, près de Juba.

LES DEUX SOUDANS : VERS UN ACCORD ENTRE LE NORD ET LE SUD ?

Début août, le Nord et le Sud-Soudan ont enfin trouvé un terrain d'entente sur la question pétrolière.

Rappelons que le point d'achoppement était le montant de la redevance due par Juba à Khartoum pour l'utilisation des infrastructures d'exportation (les oléoducs du Nord). Faute d'accord, le Nord avait décidé de se payer en nature en prélevant du brut à son passage. Le Sud avait répliqué en début d'année en arrêtant la production. Finalement, le Sud a accepté de payer 9,26 CHF par baril jusque fin 2015 ; et pour compenser les pertes financières liées à la sécession, il devrait verser près de 3 milliards de CHF.

Mais le gouvernement du Nord veut 3 milliards supplémentaires pour compenser la perte de revenus pétroliers (les $\frac{3}{4}$ des ressources pétrolières sont au Sud). Les Etats-Unis, qui ne peuvent pas aider directement un pays subissant leurs sanctions depuis des années, exercent une pression diplomatique sur la Chine et les pays arabes en particulier pour qu'ils répondent à la demande de Khartoum.

Au plan sécuritaire, d'autres litiges demeurent, qui menacent la mise en œuvre de l'accord pétrolier : la démarcation des frontières, le statut des zones contestées (Abyei...), le soutien aux groupes rebelles...

Au final, ce qui devrait pousser les deux pays à s'accorder est leur situation économique très dégradée. Celle-ci a été gravement affectée par le bras de fer qui a marqué cette première année post-sécession.

Au Nord, l'inflation annuelle est de 40% et la livre s'est effondrée. Au Sud, la moitié de la population souffre de pénurie alimentaire. La hausse des prix des denrées de base est passée à 80% en mai !

DÉSENGAGEMENT PROGRESSIF DES PROGRAMMES AU NORD-SOUDAN

Comme cela vous a été expliqué dans la dernière lettre, ASASE a décidé de se désengager progressivement des programmes gérés par la Société Saint-Vincent-de-Paul (SVDP) au Nord-Soudan.

Le programme de formation professionnelle pour adultes a été arrêté, la priorité dans ce domaine étant d'aider les populations déplacées qui sont réparties au Sud (cf verso).

Malgré l'inflation qui a touché (et pour la quatrième année consécutive) les produits alimentaire de base SVDP a pu garder en activité les 16 centres du programme « Alimentation pour enfants » qui bénéficient encore à plus de 7000 enfants. Certains centres ont continué à opérer pleinement (dont ceux opérant dans les prisons pour femmes) grâce aux dons spécifiques de certains donateurs ; d'autres ne distribuent plus que le lait généreusement donné par l'Ambassade de Suisse à Khartoum.

Le programme « Enfants des rues » compte encore 274 enfants (dont 39 filles) répartis dans trois foyers et deux fermes. Dans les fermes pour adolescents, l'encadrement a été renforcé et la formation professionnelle a repris. Enfin, depuis la création du Sud-Soudan, SVDP travaille avec les autorités sur un programme de recherche des familles pour favoriser et organiser la réunification familiale.

AU SUD-SOUDAN : NOUVELLES DU CENTRE DE FORMATION DE LOLOGO

Le centre a été approché par un organisme de l'ONU - l'UNIDO (United Nations Industry Development Organization) pour « sous-traiter » la formation professionnelle d'adultes. Les bases de la discussion à ce jour sont l'utilisation, contre rémunération de SVDP, des locaux et d'une partie de l'équipement du centre en soirée, après les cours actuels, pendant 3 heures. Les cursus seraient beaucoup plus légers en termes d'heures de cours (sur 3 ou 6 mois). L'UNIDO fournirait le matériel et les équipements supplémentaires éventuellement nécessaires et paierait directement les professeurs. Cette marque de reconnaissance par les Nations Unies est une preuve supplémentaire de la réputation déjà acquise par le centre dans la région.

Cette activité devrait contribuer à financer 10 à 14 % du budget annuel de la formation propre à SVDP.

Cet été, le chargé de suivi embauché en avril par Betram, a remis **les résultats d'une première étude** destinée à recueillir, **auprès des habitants du bidonville de Lologo et alentours**, à travers un certain nombre d'indicateurs, une mesure subjective de **l'impact de la création du centre sur leur vie quotidienne**, leurs aspirations etc...

L'échantillon a été constitué de manière aléatoire, de façon à avoir une représentation d'adultes de tous âges et des deux sexes, avec pas plus d'une personne sélectionnée par famille.

Les résultats sont très positifs : 95% des personnes interrogées connaissaient au moins l'existence du centre, et 35% s'étaient personnellement et directement investis dans une activité du centre. Ces derniers peuvent être des apprentis de la formation professionnelle, mais aussi des bénévoles, et plus généralement des personnes impliquées dans les différents programmes mis en place par la communauté.

92% ont estimé bénéficier directement ou indirectement du centre ; par indirectement, on entend ceux dont un enfant ou un autre membre de la famille a bénéficié d'une activité du centre ; ou encore les personnes qui ont bénéficié d'une ligne de transport public qui a commencé à desservir la localité après l'ouverture du centre...

Enfin le démarrage de l'unité de production d'œufs (activité génératrice de revenus pour financer la formation professionnelle) accuse deux mois de retard du fait des lenteurs administratives (pour obtenir les autorisation d'importation des poussins d'Ouganda) et des difficultés à trouver l'équipement indispensable à une production de ce type (cages pour l'élevage en batterie) dans une région où les fortes pluies saisonnières rendent l'élevage au sol impossible.

BÂTISSEZ AVEC NOUS UNE UNIVERSITÉ EN HAÏTI !

Dans quelques jours, Jean-Claude François reviendra à Genève après avoir passé son été à piloter les programmes de Haïti-Cosmos à Hinche.

Après quelques mois d'arrêt de production pour **le Laboratoire Phyto-Cosmos** en début d'année, du fait de la distribution de médicaments par les ONGs, le tarissement de la manne internationale a progressivement conduit la population à réclamer à nouveau les médicaments que nous produisons à partir des plantes.

Sur les 880 élèves que compte **le collège Baptiste Bethseda**, 64 se sont présentés à l'équivalent de la maturité (bac), et 138 au brevet (examen correspondant à la fin du cycle suisse). Le taux de réussite a été particulièrement satisfaisant : 80%.

Quant à **l'Université de Hinche**, ses 40 professeurs et 500 étudiants inscrits dans les 4 facultés (agronomie, génie civil, comptabilité/gestion, et infirmerie) sont à l'étroit dans les locaux de Polytec, l'école technique de Haïti-Cosmos.

Pour la construction des deux bâtiments qui devraient compter 64 salles de classe pouvant accueillir 2500 étudiants, Jean-Claude fait, comme toujours, des merveilles avec le peu de moyens dont il dispose : **la moitié des travaux sont déjà réalisés, mais ce projet fondamental pour la jeunesse et l'avenir du pays a besoin de votre soutien pour aboutir. Aidez-nous à bâtir cette université !**

Tous les membres du Comité d'ASASE se joignent à moi pour vous remercier pour votre soutien,

Amicalement,

Patrick Bittar
Directeur

